

## 1 INTRODUCTION

La conjonction entre 2005 et 2009 d'une croissance économique moyenne supérieure à 4% par an et d'une réduction de la croissance démographique a permis à la Mauritanie d'enregistrer une augmentation moyenne du PIB par tête de près de 2% par an. Ce résultat est d'autant plus appréciable qu'entre le début des années 1970 et le milieu des années 1990, la croissance économique moyenne de la Mauritanie avait été inférieure à la croissance démographique, ce qui avait entraîné une détérioration du PIB par tête.

La croissance économique de la Mauritanie pourrait se poursuivre et s'amplifier. Le pays est devenu producteur de pétrole brut en 2006 et l'économie mauritanienne possède divers atouts. Par ailleurs, sa croissance démographique s'est sensiblement ralentie. Toutefois, cela ne signifie pas pour autant qu'il sera facile de répondre aux demandes croissantes de la population en termes d'éducation et de santé et surtout d'emploi, notamment pour les jeunes.

Malgré le ralentissement récent de la croissance démographique, celle-ci reste supérieure à 2% par an. Cette croissance va se poursuivre. En raison de l'extrême jeunesse de la population (un Mauritanien sur deux a moins de 20 ans), d'une mortalité en baisse et d'une fécondité supérieure à 4 enfants par femme, la population totale du pays va en effet continuer à augmenter d'environ 50% d'ici 2030. Parallèlement, la population urbaine et la population de Nouakchott devraient quasiment doubler d'ici 2030. La conséquence de ces évolutions est qu'une demande sociale très importante va continuer de s'exprimer dans divers domaines.

Le cadre stratégique de lutte contre la pauvreté (CSLP), qui couvrait la période 2001-2004, mentionnait le facteur démographique comme un obstacle à une réduction rapide de la pauvreté. Il reposait sur quatre axes : (i) l'accélération de la croissance économique, (ii) son ancrage dans la sphère des pauvres, (iii) le développement des ressources humaines et l'expansion des services sociaux de base et (iv) la promotion d'un développement institutionnel et d'une bonne gouvernance.

## 1 INTRODUCTION

The combination of average annual economic growth greater than 4% and reduced population growth between 2005 and 2009 in Mauritania led to an average per capita GDP increase of nearly 2% annually. This figure is even more remarkable considering that from the early 1970s to the mid-1990s, average economic growth in Mauritania had been less than population growth, causing a decrease in per capita GDP.

Economic growth in Mauritania may continue and expand. It became a crude oil producing country in 2006 and its economy offers many assets. In addition, its population growth has slowed considerably. This does not mean, however, that it will be easy to meet the growing needs of the population in terms of education and health, and especially employment, particularly for young people.

Despite the recent slowing of population growth, it remains above 2% per year, and the growth will continue. Because the population is extremely young (one out of every two Mauritians is under age 20), mortality is decreasing, and fertility is higher than four children per woman, the total population of the country will in fact continue to climb by approximately 50% until the year 2030. At the same time, the urban population and the population of Nouakchott should nearly double by 2030. The results of these trends is that the country will continue to experience very strong social demand in several areas.

The Poverty Reduction Strategy Paper (PRSP), which covered the period 2001-2004, mentioned the demographic factor as an obstacle to reducing poverty rapidly. The framework contained four action areas: (i) accelerating economic growth, (ii) targeting this growth to the poor, (iii) developing human resources and expanding basic social services, and (iv) promoting institutional development and good governance.